

**CONSEIL NATIONAL de l'ANECR  
4 décembre 2013**

**Rapport de Jean-Jacques PARIS**

A l'occasion de cette dernière réunion de notre Conseil National de l'année 2013, nous pouvons apprécier et mesurer, et vos expériences et témoignages vont y contribuer, ce qui a bougé, ce qui est en train de bouger dans le rapport des forces. Nous pouvons mesurer dans notre engagement au quotidien et sur le terrain, la volonté majoritaire de changement de transformation en profondeur de la société pour réduire les inégalités. Un changement qui est devenu urgent, alors que la politique gouvernementale s'arque bote sur l'austérité, sur la baisse du coût du travail, multipliant les mesures favorables aux intérêts patronaux. Une politique gouvernementale qui suscite l'exaspération face à la régression sociale qu'elle génère.

Cependant les dernières semaines ont vu se multiplier les signes encourageant attestant que plus nombreux sont les citoyens qui cherchent à sortir de cette impasse, à changer la donne, à faire autrement à ouvrir une alternative. Les organisations syndicales qui stimulent des mouvements sociaux plus unitaires. Les organisations du Front de gauche qui reprennent l'initiative pour rassembler le peuple de gauche sur des propositions portant le progrès social et démocratique. Des associations et syndicats qui rassemblent autour du combat anti-raciste, cherchent à reprendre la main sur le terrain des valeurs républicaines, même si cette mobilisation se heurte à la banalisation jusque dans les sphères gouvernementales, des thèmes et propos xénophobes et racistes. Le manque de réaction aux injures proférées à l'encontre de la Ministre de la justice en est l'expression.

Des signes encourageants que l'on mesure à l'aune de faits concrets autour de nous et qui attestent que le peuple de gauche déçu reprend progressivement l'initiative pour rendre possible et crédible une autre politique. Il y a d'importantes possibilités d'actions et de mobilisations, faut-il encore que l'offre politique soit de nature à se dégager du renoncement, du découragement, de la pression idéologique assénée en permanence et qui alimente la fatalité et l'idée qu'une seule voie serait possible celle de toujours plus d'austérité pour réduire la dette publique. Ce qui est contredit par la récession, voire la déflation dans toute l'Europe. Si la confiance dans la force collective a été entamée, une offre politique qui s'emploie à donner à voir les espaces à conquérir, les marges de manœuvre économiques, sociales et politiques contribue à redonner de l'espoir et suscite l'envie d'agir collectivement

pour changer de cap. C'est clair l'intervention des salariés, des citoyens est incontournable pour changer et faciliter la vie quotidienne. Mais ce qui éclate au grand jour c'est que quand la gauche ne défend pas ses idées, ses valeurs, elle laisse la place à toutes les dérives droitières, au racisme, à la xénophobie, aux arguments sécuritaires et antisociaux.

Dans cette période cruciale les élus communistes et républicains ont un rôle déterminant à jouer. Faire en sorte que la gauche ne renonce pas à son projet de progrès social. Les élections municipales permettent d'ouvrir des chantiers qui en attestent, qui donnent à voir une nouvelle façon de faire de la politique, un militantisme renouvelé valorisant et stimulant l'intervention des citoyens pour investir le terrain social et politique. Alors que la crise du système capitaliste pèse de plus en plus sur les populations les élus communistes et républicains et du Front de gauche doivent déployer dans les territoires une réponse cohérente où le lien entre le culturel, le projet de société et les orientations économiques sont portés dans un même élan. C'est toute l'utilité de l'ANECR et des ADECR pour façonner à tous les niveaux cette mise en commun visible par tous. Le guide du candidat édité par le mensuel l'Élu d'aujourd'hui pourrait y contribuer et devrait faire l'objet d'une diffusion large bien entendu.

Dans un même mouvement, nous avons besoin de porter la réflexion dans le cadre européen. L'idée que la concurrence partout, dans tous les domaines améliorerait la compétitivité des entreprises et de l'économie reste dominante, et le patronat européen comme les gouvernements en profitent pleinement pour s'attaquer en permanence à la rémunération du travail. Mais l'échec de cette politique apparaît de plus en plus évidente pour un nombre croissant d'européens. La Confédération européenne des syndicats (CES) avance un plan de relance sur dix ans pour sortir de l'austérité. Il permettrait de créer des millions d'emplois en investissant 2 points du PIB européen par an, et par une redistribution des revenus pour faire reculer les inégalités. A ce niveau également il existe des possibilités de changer la donne. En effet, une nouvelle politique solidaire dans l'UE s'appuierait sur la force de la monnaie que peut créer la Banque centrale européenne. Ainsi la création monétaire en commun avec l'euro permettrait de dégager des potentialités très importantes car assises sur la capacité de production de richesses des 28 pays et de 320 millions de personnes. Des moyens importants pourraient ainsi alimenter un fonds social et écologique de développement des services publics européens géré démocratiquement.

On voit bien qu'une autre utilisation de l'euro peut contribuer à un autre type de développement et au progrès social.

Oui les pistes ne manquent pas qu'il nous faut explorer pour ouvrir toutes les possibilités de construire une politique de gauche dans les communes, comme au plan national et européen.

Nul doute que la question du projet soit au cœur de la transformation sociale et politique, elle est aussi le ciment susceptible de relier et rassembler le plus grand nombre autour de l'intérêt commun dans les milieux populaires qui souffrent d'une mise à l'écart dramatique et du projet économique actuel et de la représentation. Quand on sait que les ouvriers et les employés représentent la moitié de la population active mais 3% des députés. Ce qui veut dire que ceux qui prônent et votent l'austérité n'ont aucune idée des souffrances et du désarroi qu'elle engendre.

Voilà à quoi doivent faire face tous les élus locaux qui sont toujours en première ligne pour voir les difficultés de la population et sont appelés à rechercher à les résoudre.

Ainsi toute remise en cause des communes, aurait des conséquences graves sur la cohésion sociale, en fragilisant encore les services publics déjà malmenés et un impact négatif sur l'investissement utile et donc sur une croissance économique durable. Et comme le dit la résolution du Congrès des maires : « parce que la commune est pour nous une institution résolument moderne, parce que nous croyons à des communes fortes dans une intercommunalité de projets, nous demandons à l'État plus de respect, plus de confiance, plus de liberté et plus de souplesse. »

J'ajouterai plus que jamais nous voulons en faire tout à la fois un espace d'intense vie démocratique, de délibération avec les citoyens, de résistance à la marchandisation de tout, de créativité, d'inventivité en matière de services publics et de coopérations mutuellement avantageuses. Face à la mondialisation capitaliste et son ancrage dans le concept des métropoles mises en concurrence, la commune doit être le socle de la démocratie locale, où s'exerce pleinement la souveraineté populaire et le pouvoir citoyen.

L'idée fait son chemin, André Laignel ne déclarait-il pas dans son intervention au congrès des maires : « ni érosion ni dilution nous ne voulons pas de l'anémie de nos communes ». Et d'ailleurs ajoutait-il, le président de la république aux États généraux de la démocratie territoriale avait dit : « la commune est irremplaçable » eh bien oui elle est irremplaçable !

Il s'agit de passer aux actes et notre rôle est tout trouvé. C'est aussi pour aller dans ce sens que les conseillers généraux communistes et Front de gauche ont adressé une lettre au Président de la république pour que les départements se voient dotés des moyens et des compensations financières de l'État pour assumer pleinement les missions qui leur sont confiés et assurer l'avenir des services publics départementaux mais aussi celles des agents territoriaux, et battre en brèche les campagnes menées pour supprimer les départements dont le rôle en direction des communes est prépondérant pour soutenir leurs projets et jouer un rôle d'équilibre entre le rural et l'urbain.

Oui notre rôle est tout trouvé et nous appelle à mener des campagnes dynamiques et audacieuses tant pour les élections municipales qu'euroennes. Des campagnes qui s'émancipent de la gestion étroite des moyens volontairement contraints par les politiques

d'austérité. Des campagnes qui donnent de l'air à la République par une démocratisation faisant place aux citoyens et ouvrant la voie à une VI<sup>ème</sup> République déprésidentialisée, et où la représentation serait fidèle à la composition sociale et pluraliste de la société.

Notre rôle est tout trouvé pour donner plus d'ampleur dans chaque commune à la bataille citoyenne pour une révolution fiscale portée par le plus grand nombre.

Dans chaque commune, dans les quartiers des grandes villes prenons l'initiative pour assembler avec les habitants les éléments constitutifs d'une nouvelle fiscalité, réintroduisant en son essence, la progressivité et la justice tout en réduisant son poids sur la consommation.

Une nouvelle fiscalité véritable levier pour favoriser l'emploi et l'investissement utile et pénaliser la financiarisation. Une nouvelle fiscalité sous le contrôle efficace d'une administration renforcée et dotée des outils permettant de combattre la finance et l'évasion fiscale, dont le produit détourné suffirait à combler le déficit public.

Une révolution qui rétablirait clairement le principe selon lequel les cotisations sociales, c'est à dire la part du salaire socialisé, financent la protection sociale.

Que ces cotisations sociales soient modulées selon des critères d'emplois et de formation, et que les revenus financiers cotisent au même niveau que les salaires.

Enfin en finir avec les exonérations qui encouragent les bas salaires et la précarité et privent de ressources importantes le système de protection sociale.

Autant de questions qu'il nous faut porter dans le débat public et faire en sorte que les citoyens se réapproprient les tenants et les aboutissants qui fondent le fonctionnement des services publics d'une part et le système de sécurité sociale d'autre part.

De quoi alimenter les réunions publiques de la campagne des municipales qui sera marquée par le niveau des impôts locaux et leur impact sur le pouvoir d'achat. Mais nous ne manquons pas de propositions, il nous faut mieux les faire connaître en nous engageant dans cette démarche citoyenne d'aller vers des états généraux de la fiscalité pour co-élaborer avec tous ceux qui le souhaitent les réponses pertinentes ouvrant des perspectives et permettant de conquérir de nombreux points d'appui pour les faire aboutir.

Mais enfin que tout cela ne nous empêche pas de faire la fête pour bien terminer l'année le plus joyeusement possible, en nous concentrant sur le moment présent, certains que l'année nouvelle se chargera de nous réveiller avec des vœux de réussite que nous nous efforcerons d'exaucer.